N°8

MENSUEL — 1re ANNEE — N° 8 - JANVIER 1958

LE NUMERO : 30 FRANCS

LA VOIX DU TRAVAILLEUR ALGERIEN

صوت العامل الجزائري

ORGANE DE LA FEDERATION DE FRANCE DE L'UNION DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ALGERIENS

REDACTION - ADMINISTRATION : 13, rue d'Enghien, Paris (10e) - Tél. : PRO. 15-21, Poste 443-444

Le gérant : A. BENSID

LES ELECTIONS D'AUBY

Il n'est pas sans intérêt de commenter les résultats des élections de délégués du personnel qui ont eu lieu les 16 et 21 novembre derniers aux « Produits Chimiques et Engrais d'Auby ». **Notre section syndicale U.S.T.A. y présentait, pour la première fois, un candidat délégué et un candidat suppléant. L'un et l'autre furent élus. Et, fait remarquable, au décompte des voix, on constata que, non seulement les travailleurs algériens ont voté pour** leurs **candidats, mais également que des travailleurs français ont voté U.S.T.A.**

***

Les difficultés qui sont les nôtres pour accomplir notre mission, pour défendre les travailleurs algériens, ne doivent pas être sous-estimées. A 95 % au moins, les ouvriers algériens sont analphabètes, donc incapables purement et simplement de signer un acte de candidature. Ce fait s'ajoute à la répression systématique qui nous prive de nos cadres, bouleverse sans cesse le fonctionnement régulier de nos sections. Dans ces conditions, le vote d'Auby démontre éloquemment quelle certitude s'incarne dans l'U.S.T.A. Contre vents et marées, la centrale des travailleurs s'est affirmée et s'affirmera demain plus fortement encore, dans la liberté retrouvée, l'espoir de notre classe ouvrière en lutte pour le bien-être et la justice.

LA VOIX DU TRAVAILLEUR ALGERIEN

(Suite page 4).

A BAS LA DISCRIMINATION RACIALE ! LIBERTÉ DE PASSAGE EN ALGÉRIE !

La presse du 16-1-58 a annoncé que « les Nord-Africains oisifs ou sans ressources » pourront être reconduits en Algérie, en vertu de l'article 273 du Code Pénal. L'administration française, bien avant de trouver cet article qui ne nous concerne en aucun cas, a déjà expédié en Algérie des centaines et des centaines de nos camarades, dans les prisons et les camps, sous différents prétextes. Tout le monde admet qu'ils étaient d'honnêtes travailleurs et qu'on les faisait sortir de l'usine ou du chantier pour les inculper « en exécution d'une commission rogatoire contre X... » de tel ou tel juge d'instruction.

Les travailleurs algériens ont émigré en France ; ils ont été obligés de se séparer de leurs familles. Certains sont en France depuis de nombreuses années : ils y travaillent pour faire subsister leur famille, restée dans la misère.

Abderrahman BENSID

Le journal « Le Monde » souligne que cet article 273 n'a jamais été utilisé contre personne. Si on y a recours aujourd'hui, c'est donc pour justifier la répression qui s'abat sur les Algériens et qui révolte l'opinion publique démocratique.

Les nouvelles que nous recevons chaque jour de nos sections confirment pleinement nos appréhensions

Dans une ville de la région du Nord, devant le nombre croissant de travailleurs algériens qui se sont présentés à notre siège pour informer nos camarades des difficultés qu'ils rencontrent pour trouver du travail, le secrétaire du Bureau de l'Union locale a constitué une délégation qui est intervenue auprès de l'inspecteur du travail. La réponse de celui-ci nous dispense de tout commentaire :

« **Je ne peux rien faire : cela ne vient pas de moi ; ce sont les patrons qui ne veulent plus embaucher d'Algériens, et, contre les patrons, je ne peux absolument rien faire, surtout en ce moment où la main-d'œuvre étrangère afflue en France** ».

La collusion du patronat et du gouvernement contre les travailleurs algériens est patente. D'un côté, on ne veut pas leur donner du travail, de l'autre, on les envoie dans les prisons et les camps en Algérie sous le prétexte qu'ils sont devenus « **oisifs** » (sic).

Tous les Algériens en France sont donc de futures victimes de la répression ; ils doivent se considérer comme des détenus en sursis.

Si, d'ailleurs, des Algériens restent sans travail en France, ce n'est pas leur faute. Il leur est aussi difficile de retourner dans leur pays que de retrouver du travail en France. Car il leur faut une autorisation pour le passage, et l'administration, avant de l'octroyer, multiplie les formalités qu'il n'est souvent pas facile d'accomplir. Il importe donc, de façon urgente, de rétablir la liberté de passage entre la France et l'Algérie.

Ainsi, la situation faite aux Algériens en France démontre à nouveau, s'il le fallait, à l'opinion publique démocratique, quel est le vrai visage du colonialisme.

Ces mesures racistes n'entament nullement l'esprit de combativité des travailleurs algériens pour la liberté et la dignité. Il appartient aux travailleurs français, ainsi qu'à leurs organisations, de prendre position sur ces problèmes qui touchent 500.000 de leurs camarades.

Les travailleurs algériens doivent jouir d'un droit égal au travail, comme ils doivent pouvoir rentrer librement dans leur pays.

A BAS LA DISCRIMINATION RACIALE !
LIBERTE DE PASSAGE EN ALGERIE !

DES SYNDICALISTES FRANÇAIS LIBRES AUX COTES DE L'U.S.T.A.

Il est de ces faux intellectuels boulevardiers qui n'ont jamais cru dans la Nation Algérienne, qui se cantonnaient toujours dans une réserve prudente, en marge de la lutte héroïque du peuple et qui, au dernier quart d'heure, par arrivisme et pour préparer leur avenir dans l'Algérie de demain, sont devenus spontanément des ultra-nationalistes, plus royalistes que le roi. Mais ils ont mal calculé, car l'entreprise où ils se sont enrôlés n'est pas à son aise.

Le peuple algérien et sa classe ouvrière s'en détournent.

Affolés, perdant complètement le sens des réalités et de la raison, ces cuistres du quartier latin s'insurgent contre toute la gauche française en la mettant dans le même sac que les cliques réactionnaires et colonialistes de la droite. C'est là de l'hystérie gratuite, à laquelle, malheureusement ! certains périodiques donnent de la publicité.

L'opération est grotesque ; il s'agit en réalité, dans toute cette polémique, de sauver une entreprise en déconfiture.

Cela ne trompe personne, ni les travailleurs algériens, ni la gauche française.

Et ce sont ces syndicalistes français libres, avant-garde et honneur de la classe ouvrière française, qui répondent en engageant une campagne de solidarité prolétarienne en faveur de l'U.S.T.A. persécutée, et dont plusieurs militants ont été assassinés.

Une première réunion du Comité de Solidarité a déjà eu lieu : un rapport sur l'histoire du syndicalisme algérien y a été soumis.

Les travailleurs algériens y sont très sensibles : ils ne partagent pas l'extravagance des cuistres. C'est pourquoi nous nous faisons un plaisir de publier la déclaration des syndicalistes libres :

Paris, le 9 janvier 1958.

Les militants syndicalistes dont les noms suivent :

Ida Boireau, employée F.O. - Lauré, enseignant F.E.N. - Sidro, employé F. O. - Bernard, livre C.G.T. - Outaleb, bâtiment U.S.T.A. - Lemoine, mineur C.G.T. - Laval, métallurgiste F.O. - M. Hachemi, produits chimiques U.S.T.A. - Tharreau, métallurgiste F.O. - Houdeville, employé C.F.T.C. - Dumont, fonctionnaire F.O. - Baratier, métallurgiste C.G.T. - Lapeyre, travaux publics F.O. - Chéramy, enseignant F.E.N. - Hébert, cheminot F.O. - Lambert, employé C.G.T. - Malnoé, métallurgiste F.O. - Ruff, enseignant F.E.N. - J. Boireau, livre C.G.T. - Lefèvre, métallurgiste F.O. - Letonturier, enseignant F.E.N. - Beaufrère, journaliste F.O. - Nouvel, métallurgiste C.G.T. - Capocci, journaliste F.O. - A. Bensid, métallurgiste U.S.T.A. - Dercourt, employé F.O.,

(Suite page 4).

SOLIDARITE PROLETARIENNE

Le juste combat que l'U.S.T.A. a mené pour la défense des travailleurs algériens et pour la solidarité prolétarienne est apprécié par les syndicalistes de tous les pays.

Les épreuves qu'elle subit, l'assassinat par les nervis frontistes, agents du colonialisme, de ses dirigeants Bekhat Ahmed, Fillali Abdallah, Semmache Ahmed, Hocine Maroc, la répression qui frappe ses militants qui sont, par centaines et par centaines, détenus dans les prisons et dans les camps, ont suscité un profond courant de sympathie et de solidarité à son égard dans le monde entier.

C'est ainsi que des travailleurs de nationalités diverses, résidant en Suisse, viennent de lui adresser le produit d'une souscription qu'ils ont organisée, avec la lettre qu'on va lire :

GENEVE (Suisse)

Le 30 décembre 1957

Cher camarade,

Par mandat postal, nous te faisons parvenir 18.030 francs qui ont été recueillis pendant les mois de novembre et de décembre sur 11 listes de souscription. Plus de 25 personnes y ont contribué (Suisses, Français, Italiens Indiens, Iraniens, Hollan-

(Suite page 4).

L'U.S.T.A. VIT ET COMBAT

Réunion de la C.E.

La C.E. de l'U.S.T.A. s'est réunie les 12 et 13 janvier 1958.

La séance s'est ouverte par un rapport présenté par A. Bensid, au nom du Bureau Fédéral.

Le secrétaire de l'U.S.T.A., après avoir rappelé la disparition tragique de Bekhat Ahmed et de Filali Abdallah, secrétaire général et secrétaire adjoint de l'U.S.T.A., assassinés lâchement, explique dans quelles conditions dramatiques il fut appelé à prendre en mains la direction de l'U.S.T.A. En effet, il venait lui-même d'être libéré de prison au moment où il dut assumer sa tâche.

Grâce à la collaboration de nombreux militants dévoués et pleins d'enthousiasme, la situation de l'U.S.T.A., au lendemain de la disparition des valeureux dirigeants que le Congrès de juin 1957 avait élus, fut redressée.

« Inutile de vous dire que nous avons pris la responsabilité de notre organisation au moment où elle traversait une période tout à fait particulière et que notre petite équipe devait faire face à de nombreuses tâches ».

Après les assassinats successifs de Semache Ahmed, de Maroc Hocine, de Fillali Abdallah, de Bekhat Ahmed, et l'arrestation d'autres militants syndicalistes, il est certain qu'il se produisait, au sein des sections, des flottements d'ailleurs compréhensibles. Il fallait remonter le moral de tous et faire comprendre que l'U.S.T.A. ne meurt pas parce que tel ou tel de ses militants n'existe plus. C'est ce que le secrétaire général, au nom du Bureau provisoire, soulignait en disant :

« Il fallait d'abord rassurer l'organisation, rassurer nos sections, les convaincre que l'U.S.T.A. n'est pas morte et que, malgré le nombre des pertes subies dans la lutte, d'autres hommes surgissent parce que l'U.S.T.A. n'est pas une organisation artificielle. Elle est une organisation puissante, car ses racines sont profondément ancrées dans la classe ouvrière. Il ne peut pas en être autrement, étant donné que c'est de la classe ouvrière qu'est née l'U.S.T.A.

L'U.S.T.A. ne répond pas seulement aux nécessités du moment, mais surtout aux exigences de l'avenir. Elle est, et elle demeure, à l'avant-garde des masses laborieuses algériennes.. »

Le secrétaire général de l'U.S.T.A. a tenu ensuite à souligner l'intérêt primordial qu'il y a à entretenir des relations fraternelles et de solidarité entre l'U.S.T.A. et les organisations syndicales françaises et internationales.

Il a montré que le drame de la classe ouvrière algérienne n'est pas isolé, mais qu'il s'ajoute à celui que vivent les travailleurs d'autres pays. Dans la lutte pour l'émancipation prolétarienne, il est impossible d'éviter les provocations, les actions de terrorisme aveugle.

Mais ce terrorisme aveugle et brutal, déchaîné contre les travailleurs algériens et plus particulièrement contre les syndicalistes de l'U.S.T.A., ne pouvait pas laisser indifférente l'opinion dans le monde.

L'U.S.T.A. a tenu à alerter les organisations syndicales et mondiales libres afin qu'elles ne se laissent pas duper. Le rôle d'Irwing Brown dans le problème du syndicalisme algérien, l'erreur d'appréciation qu'il a commise, ont été lumineusement étudiées.

Un autre problème important a été étudié. Le Bureau fédéral s'est attaché une autre tâche : sortir l'U.S.T.A. de l'isolement en collaborant avec tous les mouvements syndicalistes libres français à la défense des syndicalistes algériens.

Passant aux méthodes de travail dans l'U.S.T.A. à tous les échelons de son organisation, il est alors précisé que « **l'esprit de fraternité et de travail collectif qui a animé les militants, doit toujours être préservé** ».

Afin de garder à l'U.S.T.A. son caractère d'organisation de masse, il ajoute :

« Mais on ne peut faire de l'U.S.T.A. une organisation efficace qu'en mobilisant tous les travailleurs. Pour les mobiliser, il faut les associer à la lutte : s'enquérir de leurs difficultés, de ce qu'ils veulent obtenir. Le seul moyen d'y parvenir, c'est d'appliquer la démocratie syndicale, c'est de leur permettre de s'exprimer librement... »

Il est recommandé à tous les responsables d'avoir beaucoup de compréhension à l'égard des adhérents

« Malgré que la majorité de nos camarades soient illettrés, ils ne sont pas pour cela des ignorants. Nous les avons vus à l'œuvre et nous savons de quoi ils sont capables. On peut et on doit leur faire confiance ; il appartient à nos camarades dirigeants d'organiser leurs actions... »

Evoquant le mécontentement des masses laborieuses françaises et la possibilité d'une action revendicative, le rapport du Bureau Fédéral note :

« Il ne doit pas y avoir d'entreprises, d'usines où nos camarades travaillent sans qu'il y ait une section syndicale. Nous sommes à la veille d'une agitation sociale d'une grande ampleur... La dernière manifestation des fonctionnaires est significative. La vie a augmenté de 40 %, et on accorde à l'ouvrier 4,5 %... Le gouvernement pourrait trouver l'argent... Il suffit d'arrêter la guerre d'Algérie... »

Un effort particulier s'impose aux militants de l'U.S.T.A. dans l'organisation des travailleurs algériens qui font les travaux les plus malsains, les plus durs et les plus dangereux. Les exemples de chez Renault, à Fives-Lille, à Sous-le-Bois, aux laminoirs d'Hagoudange sont éloquents. Ici, il faut insister sur la position que devraient avoir les responsables à l'égard des travailleurs français et de leurs responsables syndicaux, avec lesquels il faut agir fraternellement, la main dans la main. Il serait dangereux de se cantonner dans l'isolement comme le voudraient les défaitistes, tous les adversaires de la classe ouvrière et les agents provocateurs.

Ainsi sont résumées les tâches de l'U.S.T.A. dans ses rapports avec le mouvement ouvrier français et ses forces syndicales :

« ...Il faut que nous soyions partout. Aussi, il faut rechercher le contact avec nos camarades français. Que ce soit à la base ou au sommet, le seul moyen qui est efficace, c'est d'organiser des Comités d'action en vue d'éclairer ceux de nos camarades français qui suivent une propagande mensongère sur l'U.S.T.A. Ces Comités d'action, nous devons les rechercher en faisant de larges propositions, et même si on n'a pas d'accord sur le tout, on peut le faire sur un minimum...

Avec nos camarades français, nous pouvons engager la lutte sur la base des revendications sociales »

A l'issue du rapport du secrétaire général de l'U.S.T.A., une discussion nourrie s'engagea ; puis, des résolutions furent prises, afin de donner à l'U.S.T.A. un nouvel essor dans l'intérêt de l'Algérie laborieuse. Les tâches que la C.E. de l'U.S.T.A s'est fixée sont d'une importance significative.

Nous résumons ci-contre ces décisions de la Commission Exécutive.

Les tâches de l'U.S.T.A.

A la suite de la réunion de la C.E. de l'U.S.T.A. les 12 et 13 janvier 1958, d'importantes décisions ont été prises, dont voici le résumé :

- 1. — *Renforcement de l'U.S.T.A. par l'organisation des masses ouvrières algériennes travaillant en France, afin d'en faire une organisation solide et puissante, qui fera valoir les droits des travailleurs algériens partout où ils sont, et œuvrera pour un avenir économique et social algérien digne des temps modernes.*
- 2. — *Se dresser contre la répression qui, en Algérie comme en France, s'abat aveuglément sur tous les Algériens. En Algérie, ce sont des dizaines de milliers de patriotes algériens qui souffrent dans les prisons ou dans les camps. En France, tandis que les travailleurs d'autres nationalités sont accueillis et embauchés en priorité, les Algériens sont chassés de leurs emplois pour être ensuite ramassés dans la rue comme des « oisifs » et être refoulés en Algérie.*
- 3. — *En dépit de l'ostracisme qui caractérise la politique du gouvernement français à l'égard des Algériens, l'U.S.T.A., considérant que les rapports entre les classes ouvrières française et algérienne doivent s'inspirer des principes de la solidarité prolétarienne internationale, estime qu'il est primordial d'établir des relations amicales et constructives avec toutes les organisations syndicales françaises et internationales.*
- 4. — *Et, pour mener à bien les tâches qui s'imposent à l'U.S.T.A., la formation des cadres syndicalistes constitue une nécessité primordiale. Une école de cadres est décidée.*
- 5. — *Il est évident que dans cette action d'émancipation sociale des travailleurs algériens, le problème de l'éducation syndicaliste est une tâche essentielle. L'édition et la diffusion de brochures de vulgarisation du syndicalisme algéren ont été décidées.*
- 6. — *La femme algérienne qui, au cours de toutes les luttes sociales comme au cours de la Révolution que l'Algérie traverse depuis le 1er novembre 1954, a joué un rôle important et appréciable, doit, dans l'U.S.T.A., avoir sa place légitime.*

VAGUE DE REPRESSION CONTRE L'U.S.T.A.

Chaque jour, la presse annonce des arrestations d'Algériens. Afin de leurrer l'opinion, elle prétend qu'il s'agit de tueurs, de collecteurs de fonds. En réalité, il n'en est rien car la plupart des Algériens qu'on arrête et qu'on transfère en Algérie sont des syndicalistes de l'U.S.T.A., ou d'autres patriotes algériens qui n'ont rien de commun avec les hommes du milieu, les racketteurs, les tueurs à gage et les véritables oisifs qui continuent à mener la bonne vie bénéficiant d'étranges protections. Ces gens là sont très prudents, et disposent de moyens financiers considérables pour ne pas se laisser prendre. On les voit vadrouiller au quartier latin, à Montparnasse, à Montmartre, tel ce rallié de la dernière heure à la cause nationale, grand écrivain français, qui s'exprime à longueur de colonne dans une presse française hospitalière.

Ceux qu'on arrête, qu'on expulse du territoire français, et qu'on envoie en Algérie dans des camps d'hébergement ne sont, pour la plupart, que de modestes travailleurs. Parmi eux, il y a beaucoup de pères de famille qui laissent leurs enfants sans un sou, et dans le désarroi le plus tragique.

Leur crime, c'est d'être des syndicalistes libres et des militants conscients de leurs responsabilités.

C'est parce qu'ils entendent organiser une U.S.T.A. forte et solide, afin de préparer les cadres de demain pour L'ALGERIE NOUVELLE, qu'en France les autorités leur font la guerre.

Et quand on constate le silence de la presse des confédérations syndicales françaises devant cette offensive policière contre les militants U.S.T.A., c'est là une nouvelle preuve pour nous de la nécessité impérieuse de nous organiser.

Mais les abus, l'arbitraire qui s'étalent journellement partout en France contre les travailleurs algériens et leur organisation syndicale, l'U.S.T.A., ne sont-ils pas des manifestations de véritable fascisme ? Aujourd'hui, ce sont des Algériens et leurs organisations syndicales qu'on persécute, mais demain, ce sera le tour des travailleurs français et des organisations syndicales françaises.

Voilà où conduit cette stupide guerre d'Algérie !

Il est heureux de constater que de puissantes organisations françaises libres et de nombreux militants syndicalistes et hommes d'avant garde s'en rendent compte.

L'U.S.T.A. salue l'attitude et l'action courageuse de tous ces Français et Françaises qui se dressent vigoureusement contre ces mœurs fascistes dont sont victimes leurs frères et camarades algériens !

Cette solidarité dans l'épreuve douloureuse que nous vivons est un réconfort pour tous les Algériens, persécutés, pourchassés, dans ce pays où le droit d'asile et l'hospitalité sont traditionnels. Elle constitue pour l'avenir des rapports franco-algériens un élément solide et constructif.

Nous allons donner quelques exemples de cette vague de répression qui déferle sur les Algériens vivant en France.

REGION DE L'EST

VIREUX-MOLHAIN :

Le responsable de la section syndicale, le camarade **SI MOHAMED** vient d'être arrêté sur simple dénonciation d'un sinistre individu. Pourtant, ce militant qui est unijambiste à la suite d'un accident du travail, est un travailleur consciencieux, très paisible.

S'acharnant sur les militants de l'U.S.T.A., on vient d'arrêter encore un autre responsable, **ZOUAOUI DAHMANE** et de le transférer en Algérie.

GOURAINCOURT :

Le secrétaire général de la section U.S.T.A. de Gouraincourt a été appréhendé et transféré en Algérie.

Ce modeste travailleur, père de famille vivant en France depuis de nombreuses années, a été arrêté bien que rien de valable n'ait pu être retenu contre lui. On l'arrache ainsi à son foyer, à ses enfants, à son travail et à sa noble mission de syndicaliste, parce qu'il est Algérien et parce qu'il aime sa patrie.

Toute cette offensive contre l'U.S.T.A. est la preuve d'un véritable complot contre le syndicalisme libre algérien.

(Suite page 4).

REMISE DES CARTES 1958

REPRENDRE sa carte 1958, rejoindre l'U.S.T.A., c'est là un devoir qui s'impose à tous les travailleurs algériens vivant en France, sans exception ; pour nos frères en Algérie, hélas ! la situation n'est pas la même. Nul doute que, bientôt, notre peuple arrachera dans notre pays même la liberté syndicale. Dès maintenant, il s'agit donc, pour nous, travailleurs algériens émigrés, de préparer l'avenir social de notre pays. Ne soyons ni aveugles, ni dupes. Les féodaux et les capitalistes, en soutenant l'aventurisme, savent où ils veulent en venir. L'asservissement des masses laborieuses algériennes sous la dictature d'un régime totalitaire contitue l'un de leurs objectifs.

Tandis que ces gens préparent leur avenir, l'épanouissement de leurs privilèges, de leurs richesses, il nous appartient, à nous, travailleurs, de ne pas abandonner notre sort à leur despotisme. C'est à nous de préparer notre émancipation sociale, en renforçant cette puissante organisation syndicale qu'est notre U.S.T.A., afin de sauvegarder les droits de toutes les masses laborieuses algériennes.

TRAVAILLEURS ALGERIENS, GROUPONS-NOUS DANS LES RANGS DE L'U.S.T.A., GAGE DE L'AVENIR SOCIAL DE L'ALGERIE !...

VIVE L'U.S.T.A. !...

Le combat international de l'U.S.T.A.

(Suite du précédent numéro)

L'U.G.T.A. qui s'est refusée à désavouer ces crimes est affiliée à la C.I.S.L. La C.I.S.L. a refusé l'affiliation de l'U.S.T.A. Aujourd'hui, l'U.G.T.A. sans la reconnaissance de la C.I.S.L., serait incapable de poursuivre sa mauvaise besogne.

On a prétexté que l'U.S.T.A. n'était pas représentative, alors que l'U.G.T.A. l'était. En fait, à notre connaissance, les facteurs de ce choix ont été :

1°) Les affirmations sans preuve des délégués de l'U.G.T.T. (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) ;

2°) Les élections à la R.D.T.A. (Régie Départementale des Tramways Algérois).

Il est vrai que les élections de délégués ont donné la majorité à l'U.G.T.A., mais ce qu'on ne dit pas, c'est que la direction de la R.D.T.A. a refusé aux candidats de l'U.S.T.A. de présenter ses propres listes !

3°) A la commission désignée par la C.E. de la C.I.S.L. pour étudier le problème de l'affiliation, A. Ben Salah, ancien secrétaire général de l'U.G.T.T., proposait que l'U.S.T.A. et l'U.G.T.A. fusionnent dans une seule centrale qui aurait pris l'appellation de U.N.T.A. (Union Nationale des Travailleurs Algériens). Le représentant de l'U.G.T.A., après avoir accepté la veille, refuse le lendemain cette proposition. Le représentant de l'U.S.T.A. accepte. On sait, par ailleurs, que la décision affiliant l'U.G.T.A. n'a été prise qu'à une faible majorité. En fait, le soutien de Ben Salah à l'U.G.T.T. s'explique pour des raisons politiques précises, il n'a rien à voir avec le critère de la représentativité ou de la non-représentativité. Il s'agit de savoir si l'objectif qu'Ahmed Tlilli, successeur de Ben Salah, dévoilait, en déclarant à notre camarade Ahmed Bekhat, lors d'une réunion tenue à Genève sous les auspices de la C.I.S.L. : « On vous descendra tous », correspond aux objectifs du syndicalisme.

L'U.S.T.A. estime que ces faits impliquent qu'il est du devoir du syndicalisme ouvrier international :

1°) D'exiger la condamnation des procédés de gangsters utilisés par le F.L.N.-U.G.T.A. ;

2°) D'imposer au F.L.N.-U.G.T.A. affiliée à la C.I.S.L., une prise de position politique condamnant ces procédés de gangsters.

L'U.S.T.A. se félicite de ce que le camarade Oldenbroek ait protesté contre l'assassinat de notre camarade Ahmed Bekhat et que la C.E. de la C.I.S.L. ait lancé un appel pour que cessent les attentats. L'U.S.T.A. souscrit entièrement à cet appel. Qu'attendent les dirigeants du F.L.N.-U.G.T.A. pour désarmer leurs tueurs et condamner le meurtre d'A. Bekhat, de A. Filali et des autres dirigeants de l'U.S.T.A. ? Quant à nous, militants de l'U.S.T.A., forts de l'appui de masse des travailleurs algériens, nous poursuivons notre combat, certains que justice nous sera rendue et que, bientôt, le syndicalisme international libre, organisé dans la C.I.S.L., accueillera la centrale des Travailleurs Algériens.



Aux obsèques de BEKHAT : un syndicaliste français parle

L'ALGERIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

I. - L'ALGERIE EST-ELLE UN PAYS PAUVRE ?

DEPUIS la fin de la deuxième guerre mondiale, des hommes politiques, des écrivains, des journalistes français et même étrangers s'intéressent particulièrement à l'Algérie.

Indépendamment du problème politique fondamental que posent les événements que nous vivons en Algérie depuis l'explosion révolutionnaire du 1er novembre 1954, à propos duquel l'opinion internationale discute, et dont la solution libérale, conformément à la charte de l'O.N.U., ne saurait être retardée, les richesses économiques qui ne cessent d'être découvertes partout, en Algérie et plus particulièrement dans son Sahara, font l'objet de beaucoup de commentaires dans la presse mondiale, de discussions dans les conseils d'administration des trusts, dans les organismes internationaux. Les grandes puissances s'y intéressent.

L'ALGERIE, « PAYS PAUVRE » ?

A en croire certains hommes politiques, l'Algérie serait un pays extrêmement pauvre, puisqu'elle arrive à peine à subvenir aux besoins de ses 11 millions d'habitants ; c'est là une théorie qui ne se base que sur un aspect du problème, celui de la production des céréales.

C'est ainsi que M. **P. Rouveroux** affirmait lors des journées d'études des secrétariats sociaux d'Algérie, en mai 1954, que l'Algérie « **est un pays pauvre** ». De son côté, M. **G. Laget**, président de cet important organisme d'études, déclarait que « **l'Algérie est un pays pauvre menacé de surpeuplement** ».

En réalité l'Algérie n'est pas si pauvre qu'on le prétend. Pour ne considérer que son sol cultivable, de tous temps, depuis la plus haute antiquité, il a été prodigue et a toujours permis à ses habitants de vivre aisément. Elle a même été pour l'étranger une source de ravitaillement appréciable.

L'Algérie n'avait-elle pas été « **le grenier de Rome** ? » A-t-on oublié que, pendant la Révolution française, au lendemain de 1789, l'Algérie avait ravitaillé la France en céréales, en moutons, en huile, et en d'autres produits, alors que le blocus continental organisé et dirigé par l'Angleterre l'affamait ? Cette générosité lui coûta cher puisque, comme reconnaissance, elle eut plus tard, en 1830, l'invasion et la conquête coloniale. Il suffit de se reporter aux témoignages d'écrivains, de voyageurs et de diplomates qui avaient connu l'Algérie d'avant 1830 pour constater que notre pays était suffisamment riche pour procurer à tous ses habitants le bien-être dans tous les domaines.

D'ailleurs cette aisance continuait d'exister bien longtemps après la conquête. Et ce sont également des écrits qui l'attestent. Ainsi, Marcel Florenchie, qui est un enfant du bled et qui a écrit plusieurs ouvrages dans lesquels il rappelle les souvenirs de son enfance au milieu de ses compatriotes, les gens de cette région du Dahra englobant, autour du village Renault, l'agglomération de Mazouna, les douars de Médiouna, des Ouled-Meziane, etc... D'après ses souvenirs, pleins d'émotion, il n'y avait pas de misère, et l'entraide sociale était agissante dès qu'il se trouvait des cas qui lui étaient signalés. Il rappelle que toutes les familles de la région avaient chacune son lopin de terre, et son petit troupeau de moutons, de chèvres, d'ânes, de mulets. Quel est le chef de famille algérienne qui n'avait pas son cheval de fantasia, doté d'un superbe harnachement argenté et doré ? Mais cela n'existe qu'à l'état de souvenir et cela se constate à travers toute l'Algérie.

Ainsi, l'Algérie n'a jamais été pauvre. Et si l'on évoque sa « **pauvreté** », c'est pour justifier la grande misère dans laquelle vivent les masses algériennes, et également pour camoufler les richesses scandaleuses et insolentes des privilégiés du régime colonial, et l'ensemble de la politique de celui-ci.

ET L'INDUSTRIE ?

MAIS, dans l'économie d'un pays, il n'y a pas seulement sa production agricole, il y a également son industrie. Et c'est ici tout le drame du problème économique algérien dès le début de la conquête. L'Algérie, à ce point de vue, a été maintenue très longtemps, jusqu'à la seconde guerre mondiale, dans un état essentiellement agricole. Son industrialisation n'a jamais été envisagée sérieusement. Elle était condamnée, en vertu du pacte colonial, à demeurer une source de matières premières et un débouché pour les produits industriels français. C'est ce que fait ressortir **G. Laget** dans une étude sur les caractéristiques de l'économie algérienne essentiellement agricole, et sur les incidences de sa non industrialisation au point de vue social. Il écrit :

« ...Cette situation se complique du fait que l'économie algérienne est intégrée dans l'économie métropolitaine avec toutes les conséquences que comporte l'intégration de l'économie d'un pays jeune et pauvre dans l'économie d'un pays équilibré et riche, économie à forme capitaliste libérale orientée par le profit, et qui n'hésite pas, au besoin, à être malthusienne. Il en résulte, en particulier, que la production algérienne se trouve soumise sans limite à la concurrence de la production métropolitaine, non seulement dans la métropole mais en Algérie même et qu'elle se trouve soumise également dans la métropole à la concurrence des pays voisins immédiats de la France mieux placés qu'elle.. »

Tous les efforts ont donc été concentrés sur le développement de la production agricole. Une aide dans tous les domaines a été accordée par la métropole à la colonisation, qui est arrivée a moderniser ses moyens d'exploitation et de production.

Nous reviendrons sur les conséquences sociales de la mécanisation outrancière de l'agriculture.

Nul ne conteste les résultats de l'œuvre coloniale qui s'étale luxueusement à travers l'Algérie. Mais à côté de cette œuvre positive de la colonisation, il y a un passif accablant qui est là, terrible, terrifiant et accusateur. Il y a les masses paysannes algériennes dont la situation n'a cessé de s'aggraver pour devenir tragique.

Et cela, alors que l'Algérie est un pays plein de richesses et d'avenir.

RICHESSES AGRICOLES

L'ALGERIE, au point de vue agricole est riche. Son sol produit toutes les gammes de la production agricole. Dans les régions du Sahel et du Tell, outre les céréales comprenant le blé dur, le blé tendre, l'orge, des légumes secs, fèves, pois chiches, lentilles, pois, haricots, la production maraîchère est caractérisée par le fait qu'elle s'étale dans le temps sur la presque totalité de l'année.

Les plus importantes d'entre elles sont la pomme de terre, les carottes, la tomate, les artichauds, les petits pois, sans parler des autres produits méditerranéens poivrons, aubergines, concombre, pastèque, melon, courgette etc... Les cultures maraîchères constituent évidemment une richesse, non seulement parce qu'elles sont consommées sur place, mais parce qu'elles sont destinées dans une large mesure à l'exportation.

La production fruitière, elle aussi, s'étend tout le long de l'année ; le verger algérien, qui occupe une superficie de 270.000 hectares, comprend quatre espèces principales cultivées qui sont : l'olivier, l'oranger, le mandarinier et le figuier.

Les dattiers sont au nombre de plus de 6 millions, ils produisent annuellement 1 million de quintaux.

Mais, c'est la vigne qui constitue, dans la richesse agricole algérienne, un élément déterminant.

Avec les céréales, la vigne, les cultures fruitières et maraîchères, l'élevage des moutons, des chèvres, des bœufs, des chevaux, des mulets, des ânes, des porcs, de la volaille occupe dans l'économie algérienne une place dont l'importance est considérable.

La forêt algérienne offre une richesse particulière, le liège qui est le monopole de quelques sociétés capitalistes.

Parmi les cultures industrielles, l'Algérie offre le tabac, le coton, la betterave sucrière.

Les hauts plateaux algériens produisent l'alfa, qui constitue pour la fabrication du papier une matière hautement appréciée.

D'ailleurs, nous reviendrons sur toutes ces richesses, sur leur répartition, sur les profits qu'elles procurent à une minorité de féodaux et de capitalistes, etc...

Si un plan d'ensemble était envisagé pour une réforme agraire, pour une politique rationnelle de crédits et d'aide matérielle aux fellahs, pour endiguer l'évasion, pour mettre à profit partout les ressources hydrauliques, il est certain que l'Algérie serait une véritable Californie, ainsi que l'avaient affirmé des agronomes et des économistes des U.S.A. lors d'un passage en Algérie.

RICHESSES INDUSTRIELLES

QUANT aux richesses de nature industrielle de l'Algérie, elles se révèlent de jour en jour nombreuses et importantes. Le sous-sol algérien autant que la terre cultivable, est généreux et plein de promesses. Il constitue un réservoir inépuisable de matières premières. Dans les entrailles de l'Algérie, il y a, comme produits énergétiques, de la houille et du pétrole. Des gisements de fer très importants mis en exploitation dans le Zaccar, à Beni Saf, à l'Ouenza et récemment découverts dans l'Ouest Algérien, dans la région de Tindouf et de Colomb-Béchar, sont considérés, avec l'or noir, comme une révélation digne d'intérêt. Certains industriels et hommes politiques obsédés par l'idée de l'Eurafrique, se demandent si l'ensemble industriel algérien pivotant autour de Colomb-Béchar, ne constituerait pas une « Rhénanie ».

Voilà ce qu'est l'Algérie d'aujourd'hui ; celle qui subit cette guerre atroce, celle qui n'aspire qu'au développement de toutes ces forces créatrices, à mettre à profit pour l'ensemble de la collectivité ses richesses. Au point de vue agricole, elle est appelée à être une seconde Californie et au point de vue industriel une nouvelle Rhénanie.

M. ARIFI.

(A suivre)

POUR LA LIBERTÉ ET LE PROGRÈS SOCIAL,

ADHÈRE A L'U.S.T.A.

3e anniversaire de la naissance de l'U.S.T.A.

L'U.S.T.A. est née le 14 février 1956, à un moment où la situation de notre peuple était particulièrement tragique.

La création de l'U.S.T-A. constituait une nécessité historique pour le mouvement ouvrier algérien. La conquête de l'Algérie, la domination coloniale et le régime économique et social qui en ont découlé ont créé une situation anurissante. Notre peuple, acculé à la plus terrible des misères, s'est vu précipité en désastre. Son acheminement dans la voie du paupérisme, sa transformation en « sous prolétariat », en « sous-emplois », en « Zemach », tel est le drame social qui s'offrait aux militants syndicalistes algériens quand se sont posés à eux à la fois l'ampleur du drame des masses laborieuses algériennes, en Algérie, en France et ailleurs, et les tâches qui les attendent pour donner au statut du travailleur algérien une situation digne du progrès social moderne.

Et c'était dans cet esprit que des militants syndicalistes algériens ont conçu la création de l'U.S.T.A.

Ce n'était pas dans un but hostile à l'égard du syndicalisme français et de ses différentes formations. Le but des syndicalistes algériens, en fondant l'U.S.T.A., n'était en réalité que de créer des cadres et une tradition de lutte qui permettront aux masses laborieuses algériennes de defendre raisonnablement leurs droits et intérêts légitimes.

Il faut dire que les buts de l'U.S.T.A. n'ont pas été compris. Ils ont été travestis et combattus par tous les totalitaires de la C.G.T. d'obédience communiste. On en voulait à mort aux syndicalistes de l'U.S.T.A., parce qu'ils refusaient d'être les agents de Thorez et de Duclos ; parce qu'ils considéraient que l'existence d'un syndicalisme algérien libre constitue un élément positif dans l'avenir social de l'Afrique du Nord.

De part et d'autre, des forces malfaisantes se sont acharnées à détruire l'U.S.T.A.

Parallèlement à la répression colonialiste qui se déploie en Algérie et en France contre les Algériens, ce furent les assassinats perpétrés par le F.L.N.

Mais l'U.S.T.A., face à cette coalition de la répression colonialiste et du terrorisme F.L.N., a su résister et refuser de capituler. Les forces militantes qui la composent sont suffisamment expérimentées et aguerries pour ne pas se laisser impressionner, ni détourner de leur farouche résolution de poursuivre leur tâche jusqu'au triomphe du droit du peuple algérien à disposer de lui-même.

L'U.S.T.A. ne répond pas seulement aux aspirations des masses laborieuses algériennes qui voulaient avoir un syndicalisme algérien libre : elle promet d'œuvrer, à la faveur du développement économique du pays, à un avenir de progrès social, digne des temps modernes.

L'U.S.T.A., fidèle à sa mission, en dépit des violences, de la persécution et des calomnies, et parce qu'elle est l'expression du peuple algérien, s'est refusée et se refuse à capituler devant la force brutale.

En assassinant Fillali Abdallah, Bekhat Ahmed, Semmache Ahmed, Hocine Maroc, et tant d'autres militants syndicalistes, les tueurs frontistes, agents du colonialisme, ont cru annihiler à jamais le syndicalisme algérien libre pour livrer les masses laborieuses algériennes entre les mains des féodaux et de l'exploitation capitaliste en Algérie. C'est là une profonde erreur, car les richesses militantes que recèlent les masses laborieuses algériennes sont inépuisables. Qu'un militant syndicaliste soit assassiné ou emprisonné, ce sont des dizaines d'autres qui le remplaceront. C'est là une réalité dont il faut se pénétrer.

Ce 3e anniversaire de la naissance de l'U.S.T.A., dont certains dirigeants ont été assassinés par les tueurs à gage du F.L.N. et dont des centaines de militants sont dans les prisons et dans les camps d'internement, marque une étape significative dans l'histoire du mouvement ouvrier algérien. L'U.S.T.A. n'est pas morte, comme l'auraient voulu les agents du colonialisme. Elle a su affronter courageusement toutes les avalanches qui ont déferlé sur elle. Elle a tenu tête jusqu'ici.

On peut l'affirmer avec certitude : parce qu'elle incarne les intérêts légitimes des masses laborieuses algériennes, l'U.S.T.A. continuera de triompher de tous les obstacles, de tous les sectarismes et de tous les complots. L'U.S.T.A. constituera, dans l'ordre de demain, un élément déterminant dans la prospérité économique et dans le progrès social de l'Algérie.

A. MOSTEFA.

Des syndicalistes français aux côtés de l'U. S. T. A.

(Suite de la page 1)

COMMUNIQUENT :

« Des militants syndicalistes de toutes appartenances se sont retrouvés autour de A. Bensid et de M. Outaleb, nouveaux dirigeants de l'U.S.T.A., lesquels n'ont pas hésité à assumer les tâches d'A. Bekhat et de A. Filali, assassinés.

Les rigueurs de la répression policière et les attentats dirigés contre les travailleurs algériens ont suscité la réprobation générale des travailleurs et de l'opinion publique.

C'est pourquoi ces militants syndicalistes ont considéré de leur devoir d'apporter leur solidarité agissante et, à l'effet de donner pleine efficacité à cette aide, il a été décidé la création d'un COMITE DE SOLIDARITE ET DE DEFENSE DES SYNDICALISTES ALGERIENS.

Le but primordial de ce Comité est de rechercher tous les moyens susceptibles d'empêcher que ne tombent ceux qui — ainsi que le reconnaît Albert Camus — sont « les cadres dont l'Algérie de demain, quelle qu'elle soit, ne pourra se passer..., car à chaque militant qui tombe l'avenir algérien s'enfonce un peu plus dans la nuit ».

Le Comité sera vigilant et attentif contre toutes les entraves au libre exercice du droit syndical et ne manquera pas d'intervenir auprès des pouvoirs publics chaque fois que lui sera signalé le cas de militants syndicalistes algériens victimes d'abus.

En outre, le Comité se propose, au moyen de bulletins, réunions, conférences et contacts personnels, de permettre à toutes les organisations de travailleurs d'être complètement informées des difficiles et complexes problèmes que posent la défense des intérêts et le respect de la dignité des travailleurs, de quelque origine qu'ils soient ».

Pour tous renseignements et correspondances, s'adresser au camarade A.-J. Capocci, 13, rue d'Enghien, Paris (10e).

Société d'Exploitation
de l'Imprimerie DAVY
53, rue de la Process on - Paris (15e)

VAGUE DE REPRESSION CONTRE L'U.S.T.A.

(Suite de la page 3)

MONT SAINT MARTIN :

L'Algérien est considéré comme le baudet de la fable de La Fontaine.

Là où existe une minorité de travailleurs algériens, cherchant à gagner honnêtement leur vie et le pain de leurs enfants, on se fait un rare plaisir de leur rendre la vie insupportable et finalement on se permet de les arrêter. Afin d'intimider les travailleurs algériens et de les empêcher de rejoindre l'U.S.T.A., on vient d'arrêter **LOUNIS MOHAMED**, secrétaire adjoint de la section. Cette arrestation vient après celle de **FALIS ALI**, secrétaire général, père de 6 enfants, en France depuis 12 ans.

Tel est le vrai visage de ces agents du colonialisme, de ces ennemis de la cause algérienne. Mais de tels énergumènes existent dans tous les mouvements de libération, et ils ne peuvent empêcher la roue de l'histoire de marcher en avant.

Honneur et gloire aux martyrs de la classe ouvrière algérienne, assassinés par les gangsters frontistes !

Vive l'U.S.T.A. qui œuvre pour l'émancipation des travailleurs algériens et pour le triomphe du droit du peuple algérien !...

BOUDEBZA.

REGION DU NORD

LES PROVOCATIONS POLICIERES CONTINUENT

LILLE :

Comme partout où il y a des travailleurs algériens, la police effectue souvent des raffles à Lille.

Elle arrête tous les Algériens quels qu'ils soient, et ne ménage à leur égard ni les insultes, ni les provocations, ni les violences. Tout est permis quand il s'agit d'Algériens. Il suffit qu'un agent provocateur quelconque commette un attentat pour que toute la collectivité algérienne en subisse les conséquences.

C'est ainsi que le 20 janvier, dès 6 heures du matin, une raffle a été organisée par la police judiciaire et les C.R.S. à Mareq, rue Jules-Guesde. Huit travailleurs algériens ont été emmenés aux locaux de la P.R.G. de Lille.

Parmi eux il y avait une Européenne, compagne de l'un d'eux. Pendant plus de deux heures et demie, ils furent astreints à se tenir debout face au mur. Telles sont les mesures fascistes qui se pratiquent en Algérie sur une grande échelle, et que certains policiers zélés et racistes se plaisent à adopter en France même.

Nos camarades n'ont été relachés que vers 9 heures. De ce fait, on leur a fait perdre leur journée de travail. L'un d'entre eux s'est vu confisquer sa nouvelle carte syndicale 1958.

C'est là un scandale, et l'on se demande de quel droit la police se permet de saisir des cartes syndicales.

LES TRAVAILLEURS ALGERIENS FACE AUX AGENTS PROVOCATEURS PSEUDO-PATRIOTES

Les travailleurs algériens ont formé l'U.S.T.A. pour l'émancipation des masses laborieuses algériennes. L'U.S.T.A. est au service du peuple algérien. Ni la propagande démagogique et de division, ni les assassinats perpétrés par les agents du colonialisme ne l'arrêteront dans sa marche en avant. Les hommes qui l'ont forgée ont tout sacrifié pour en faire un rempart contre lequel se briseront tous les assauts. Quand on voit des centaines de ses militants dans les prisons et dans les camps, que penser de ceux qui osent les qualifier d'ennemis de la cause Algérienne parce qu'ils ont tenu à rester fidèles à leur idéal national, et parce qu'ils ont refusé de suivre des pseudo-révolutionnaires dans leur aventurisme ? Et ceux qui les traitent ainsi, ce sont ces individus qui se targuent de nationalisme et dénoncent à la police quiconque n'a pas leur opinion ou qui ne veut pas se laisser pressurer par eux. On ne gagne pas une cause en assassinant des familles entières, des enfants, des figures marquantes du nationalisme, ni en se faisant des agents provocateurs et des dénonciateurs honteux.

Les lignes qu'on va lire et que nous extrayons du journal « **La Voix du Nord** » du 1-12-57 à propos de l'acquittement du Nord-Africain Amirat, sont assez éloquentes pour démasquer le rôle de ces individus:

**« Certes, Amirat manque de preu-
« ves à l'appui de son alibi ; mais
« l'accusation manque également
« d'arguments pour étayer sa thè-
« se. Bien sûr, Belayadi est affir-
« matif, mais peut-on condamner
« en se basant sur les seules décla-
« rations d'un ivrogne que l'au-
« dience révèlera cumuler assez cu-
« rieusement les fonctions d'indi-
« cateur de police et de membre du
« F.L.N. ? ».**

Des faits analogues se produisent un peu partout, chaque fois que ces pseudo-patriotes tombent entre les mains de la police. Non seulement ils dénoncent leurs complices, mais ils vont jusqu'à donner à la police des Algériens qui ne sont pas de leur bord ou qui refusent de monnayer leurs entreprises criminelles.

ARRAS

Le secrétaire de la section d'Arras (P.C.), Haddad Laala, a été arrêté par la P.R.G. de Douai.

Après avoir été malmené, il a été mis sous mandat de dépôt sans aucune preuve justificative.

JEUMONT

Un de nos responsables, Saïdani Mohamed, a été arrêté et mis sous mandat de dépôt, puis transféré à Douai. Tout le matériel syndical en sa possession a été saisi. Malgré l'intervention de nos responsables du bassin de la Sambre, aucune nouvelle n'a été donnée sur son sort. Les autorités locales ont répondu à une délégation qui est intervenue, qu'ils ignoraient tout, car le camarade a soi-disant été arrêté sur ordre du Parquet d'Alger.

Un autre camarade, Harkati, a été arrêté et transféré à Alger la seule chose qu'on lui reprochait, c'est d'avoir une responsabilité au sein de l'U.S.T.A.

(Suite de la page 1)

dais, Allemands, originaires des Etats-Unis, d'Europe Orientale et d'Amérique Latine). Je joins une de ces listes pour ton information. Une liste est encore en circulation : nous te ferons parvenir l'argent dès qu'il sera rentré.

Fraternellement,

A. Giacometti.

Camarade

RECLAME SANS DELAI TA CARTE 1958

LES ELECTIONS D'AUBY

(Suite de la page 1)

Il faut revenir sur ce fait extrêmement important : des ouvriers français ont voté pour nos candidats. Il est bien évident que l'U.S.T.A. n'entend, en aucune façon ni d'aucune manière, « concurrencer », si l'on peut dire, les centrales françaises. Nous l'avons expliqué à différentes reprises : si les travailleurs algériens ont éprouvé le besoin, en France, de constituer une organisation syndicale « autonome », c'est que leurs problèmes et revendications n'étaient pas pris en considération, sinon dans des résolutions abstraites, des votes de Congrès vite oubliés dès le lendemain.

Aujourd'hui, la Fédération de France de l'U.S.T.A. est devenue la force décisive du prolétariat algérien émigré. L'affirmation incontestable et incontestée de notre représentativité, liée au fait qu'un certain nombre de nos camarades de travail français ont manifesté leur sympathie à l'U.S.T.A. en votant pour nos délégués, voilà ce sur quoi il faut insister. Dans le respect réciproque de la personnalité et des problèmes qui se posent tant aux travailleurs algériens qu'aux ouvriers français, dans le respect de leurs organisations, nul doute que les plus fraternelles relatiions ne peuvent et ne doivent se nouer. Ceci est également vrai pour la France que, demain, pour l'Algérie nouvelle et libérée du colonialisme.

*
* *

Qu'importe si les forces hostiles à l'amitié de nos deux peuples s'efforcent d'élever des barrières entre les travailleurs français et algériens ! Ils font encore du mal, cela est sûr. Mais l'élection d'Auby montre toutes les possibilités qui seront ouvertes quand la route sera entièrement déblayée. Et elle le sera !...

LA VOIX DES TRAVAILLEURS ALGERIENS.